

**Union européenne - Conseil affaires
générales - Lutte contre le
terrorisme - Communiqué de presse**
(Bruxelles, 07 mars 2017)

L'UE renforce les règles visant à prévenir de nouvelles formes de terrorisme

Face à l'évolution de la menace terroriste, l'UE actualise et développe les moyens d'action dont elle dispose. Les nouvelles dispositions que le Conseil a adoptées le 7 mars 2017 contribueront à prévenir les attentats terroristes en érigeant en infraction pénale des actes tels que l'entraînement ou les voyages à des fins de terrorisme, mais aussi l'organisation ou la facilitation de ce type de voyages. Elles renforcent également les droits des victimes du terrorisme.

«Forte de cet accord, l'UE est maintenant mieux outillée pour répondre au défi que représente l'évolution de la menace terroriste. Le terrorisme ne connaît pas de frontières, mais le signal est désormais clair : les combattants étrangers, qu'ils voyagent à destination, en provenance ou à l'intérieur de l'UE, seront interceptés. Toutefois, il serait inacceptable que la sécurité n'aille pas de pair avec le respect des droits fondamentaux. C'est pourquoi les nouvelles dispositions renforcent également les droits des victimes et contiennent des garanties claires en matière de sauvegarde des droits individuels.» Owen Bonnici, ministre de la justice, de la culture et de l'administration locale de Malte, pays qui exerce la présidence du Conseil de l'UE.

Les nouvelles règles, qui se présentent sous la forme d'une directive, renforcent et étendent le champ d'application de la législation existante (en particulier la décision-cadre 2002/475/JAI). La directive érige en infraction pénale : le fait de voyager à l'intérieur, à l'extérieur ou à destination de l'UE à des fins de terrorisme, par exemple pour participer aux activités d'un groupe terroriste ou commettre un attentat terroriste; l'organisation et la facilitation de tels voyages, y compris par un soutien logistique ou matériel, par exemple l'achat de billets ou la planification d'itinéraires; le fait de dispenser ou de recevoir un entraînement à des fins de terrorisme, par exemple pour la fabrication ou l'utilisation d'explosifs, d'armes à feu ou de substances nocives ou dangereuses, qui va de pair avec la disposition existante relative au fait de dispenser un tel entraînement en connaissance de cause; le fait de fournir ou réunir des fonds avec l'intention que ces fonds soient utilisés ou en sachant qu'ils seront utilisés pour commettre des infractions terroristes ou des infractions liées à un groupe terroriste ou à des activités terroristes.

La directive complétera également la législation actuelle sur les droits des victimes du terrorisme. Elle prévoit un ensemble de services destinés à répondre aux besoins particuliers des victimes du terrorisme, comme le droit de bénéficier d'un accès immédiat à des services de soutien professionnels assurant des traitements médicaux et psychosociaux, ou de recevoir des conseils juridiques ou pratiques, ainsi qu'une assistance relative aux demandes d'indemnisation. Les mécanismes de réaction d'urgence intervenant immédiatement après un attentat seront aussi renforcés.

Prochaines étapes

L'adoption de la directive par le Conseil clôt la procédure législative.

Une fois les nouvelles dispositions publiées au Journal officiel de l'UE, les États membres disposeront de dix-huit mois pour les transposer dans leur droit national.

Le Royaume-Uni et l'Irlande ne sont pas liés par cette directive, mais peuvent décider d'y participer. Le Danemark bénéficie d'une clause de non-participation./.